

# GREVE

mardi 20 novembre.

14 H porte de Paris, Lille

## Les salaires : l'escalator infernal

Placez vous sur un escalier roulant et restez immobile : vous montez. (Si !)

Retournez- vous maintenant et avancez doucement, en descendant les marches une à une : vous aurez alors le sentiment de faire du « sur-place ». Si vous accélérez légèrement votre allure, vous commencez alors à redescendre. Remplacez maintenant « l'escalier qui monte » par « l'indice du coût de la vie » et « vous » par « votre salaire ». Et vous comprendrez alors pourquoi :

En 1981, un enseignant en début de carrière gagnait 2,07 fois le SMIC ; il ne gagne plus aujourd'hui que 1,25 fois le SMIC.

Le pouvoir d'achat du traitement au 11<sup>ème</sup> échelon correspond à celui du 9<sup>ème</sup> échelon d'il y a 25 ans.

La question des salaires est devenue centrale pour nos professions. Même le ministre en convient. Mais son leitmotiv est « heures supplémentaires ». Grâce à elles, ceux qui le pourront amélioreront leur pouvoir d'achat. Tant pis pour les autres ! (un certifié au 10<sup>ème</sup> échelon devrait tout de même faire 4,5 HSA pour compenser la baisse de son pouvoir d'achat depuis 1981).

Nous contestons cette manière de voir : seule une augmentation des salaires permet de prendre en compte la situation de tous les personnels (au moins 6% d'augmentation du point d'indice dans un premier temps, pour rattraper le retard accumulé depuis 2000), avec une indexation des salaires et des pensions sur un indice véritable des prix (pour garantir la stabilité du pouvoir d'achat).

**Un salaire décent,**

**c'est un salaire qui augmente !**

## Un contrat à la place du statut ?

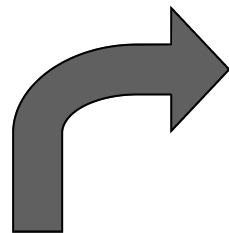
Le projet gouvernemental vise à passer d'une Fonction publique de statut à une Fonction publique de contrat. L'existence du statut de la Fonction publique n'est pas le carcan que dénoncent le gouvernement et les médias, mais le garant de l'indépendance du fonctionnaire face aux diverses pressions (supérieurs hiérarchiques, associations, élus locaux) ; il est la condition essentielle à l'exercice du service public.

Les statuts doivent être améliorés pour rester le cadre dans lequel s'inscrit l'ensemble des métiers de la Fonction publique.



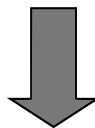
## Les objectifs:

- Un état libéral : moins d'impôts, moins de service public, plus d'intervention du privé
- Une fonction publique redéfinie : individualisation des situations, fin de l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire, externalisation des missions
- Casse des acquis : retraite, assurance maladie...



## Les outils:

- Redéfinition des services
- Annualisation des contrats
- Casse des statuts
- Décentralisation
- Salaire au mérite, promotion individuelle
- Autonomie et mise en concurrence des établissements



## Un programme en cours de réalisation:

- Suppression de postes de fonctionnaires
- « Travailler plus pour gagner plus »
- Réduction des horaires, réduction des enseignements

..... **La logique gouvernementale** .....

## Les retraites dans le collimateur

Prétextant l'équité, le gouvernement veut contraindre les salariés au nivellement par le bas des régimes de retraite.

Après la dégradation des retraites des salariés du secteur privé lors de la réforme Balladur de 1993, la réforme Fillon 2003 a amplifié la dégradation en imposant 40 ans de cotisation pour les fonctionnaires, en instituant une décote pour tous, en s'acharnant particulièrement sur les carrières discontinues et les temps partiels (les femmes étant par ce biais les plus touchées).

Sans concertation, Fillon programme un nouvel allongement de la durée de cotisations d'ici 2012 (41 ans). Qui pourra prétendre à une retraite complète dans ces conditions ?

Le gouvernement entretient un climat de catastrophisme savamment orchestré pour dissimuler ses buts : faire baisser les pensions et réduire le système des retraites par répartition à la portion congrue. Dans le même temps, le patronat continue à se débarrasser des travailleurs bien avant 60 ans (l'âge de la retraite a même baissé dans le privé depuis 2003).

**Le SNES et la FSU revendiquent :**

- le maintien d'un système de retraites par répartition. A l'exclusion et l'individualisation, nous opposons le choix d'une société solidaire !

- une retraite complète (75 % du meilleur salaire), à 60 ans, pour tous après 37.5 années de cotisation, public comme privé (retrait des réformes Balladur et Fillon).

## L'école de Fillon - Darcozy

Si l'on fait le choix d'une société individualiste, à deux vitesses, sans solidarité, où seuls s'en sortiraient les plus « méritants », les « meilleurs » élèves, on peut effectivement se contenter de dispenser « le socle commun » à certains. On peut alors accepter de réduire au minimum les heures de cours et de rompre avec une conception nationale de l'éducation en donnant davantage d'autonomie aux établissements.

Comme ses prédécesseurs, le gouvernement veut diminuer les horaires et prétend compenser en mettant en place de l'accompagnement éducatif, du soutien, des PPRE etc. C'est la porte ouverte à tous les bricolages et aux inégalités entre ceux qui auront réussi à obtenir un établissement favorisé (où l'offre de formation serait plus riche) et les autres... La suppression de la carte scolaire s'inscrit pleinement dans ce schéma.

## Supprimer les postes : seulement pour économiser ?

Tout budget correspond à un choix politique et idéologique. L'Etat n'est pas en faillite puisqu'il peut faire des cadeaux fiscaux ; mais le gouvernement a choisi de supprimer 70 000 postes dans la fonction publique durant sa législature et cela commence cette année par la suppression de 11 200 postes dans l'Education nationale (8040 postes d'enseignants en moins dans le second degré et 3000 postes en moins au concours).

1500 postes pourraient être supprimés à la rentrée prochaine dans notre académie, à mettre en comparaison avec les 738 postes supprimés à la rentrée 2007, et leur cortège de compléments de service, de hausse des effectifs par classe... Cela ne pourra pas se faire sans des transformations en profondeur de notre métier : statuts, horaires des élèves, révision à la baisse de la qualité de nos missions. C'est précisément cela que vise le gouvernement en s'attaquant au budget.